



Grèves et régionalisme en Bretagne : le social au risque de l'identité

Vincent Porhel

► To cite this version:

Vincent Porhel. Grèves et régionalisme en Bretagne : le social au risque de l'identité. Les partis à l'épreuve de 68, Presses Universitaires de Rennes, pp.121-132, 2012, 10.4000/books.pur.125136 . hal-01374668

HAL Id: hal-01374668

<https://hal.science/hal-01374668>

Submitted on 30 Sep 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Grèves et régionalisme en Bretagne : le social au risque de l'identité

Vincent Porhel

2009

Introduction :

La rencontre du mouvement social et de l'aspiration identitaire bretonne dans les années 1968 se révèle comme un marqueur fondamental des mutations des systèmes partisans en Bretagne et plus généralement dans le cadre français. Au cœur des années 1968, de 1971 à 1974, émerge en Bretagne une situation inédite qui voit au fil des grèves ouvrières se fondre dans une alliance aussi imprévue que fugace aspiration social et identitaire. Imprévue dans la mesure où, pendant la période, les grèves se sont spontanément inscrites dans le fil d'une modernité qui a les traits de la révolte sociale contre une société gaulliste perçue comme engoncée dans ses conservatismes, à l'inverse la problématique régionaliste s'ancre dans le refus d'un jacobinisme né de la révolution française et sous-tend, par l'influence prégnante de la hiérarchie catholique, une prise de distance à l'égard des valeurs de cette République. De là une expression religieuse et réactionnaire qui se prolonge dans l'adhésion aux discours nationalistes voire racistes d'une frange de l'autonomisme breton¹. Pourtant l'ébullition des années 68 aboutit, par la politisation des questions sociales comme culturelles qu'elle généralise, à une synthèse de ces deux positions. En territorialisant la contestation, le discours nationalitaire² va faciliter les contaminations conceptuelles entre discours d'extrême-gauche et régionalistes construisant en creux une essentialisation de la figure du travailleur breton dominé. Pourtant force est de constater que si ces improbables rencontres ont facilité un temps la popularité des conflits sociaux, elles se sont également heurtées aux crispations jamais véritablement réglées entre l'identitaire et le social ne serait-ce que parce que l'identitaire présuppose fondamentalement au sein du groupe visé une unanimité³ qui transcende les oppositions de classes.

1. Du social à l'identitaire : le champ du politique

Il n'est pas dans l'objet de cet article de tracer un historique général de l'évolution de l'idéologie identitaire en Bretagne. Pour autant on peut s'interroger sur la proximité historique entre sentiment identitaire et sociale. Des figures ont, au début du XXe siècle, tenté de réunir les différentes expressions de la réalité sociale autour d'une volonté de rallier les classes laborieuses à un idéal régionaliste. Mais ni Emile Masson⁴, ni Yann Sohier⁵ ne sont parvenus véritablement à construire un réel mouvement fédérateur autour de leurs idées. L'affirmation d'un nouvel engagement régional et social semble pourtant naître au

¹ Christian Bougeard (dir), *Bretagne et identités régionales pendant la seconde guerre mondiale*, CRBC, Brest, 2002

² Néologisme tiré de "nationalisme" et "minoritaire" créé au cours des années 70 et utilisé par des partis d'extrême gauche comme l'UDB, la LCR et le PSU.

³ La définition même de cette population pose question selon que l'on se situe dans la compréhension renanienne de la nationalité ou dans celle de Momsen

⁴ *Les Bretons et le Socialisme*, Éditions Toullec et Geffroy 1912, présentation et notes par Jean-Yves Guiomar, Paris, Maspero, 1972

⁵ Militant breton et laïque, il publie la revue *Ar Falz* en 1933 en faveur d'un enseignement breton et laïque.

début des années 68 au sein du milieu universitaire breton. Des initiatives étudiantes émergentes telles que la Jeunesse Etudiante Bretonne (JEB) puis l'Union Démocratique Bretonne (UDB) en 1964 qui visent à construire une alternative à la fois régionaliste et marxiste. La problématique régionaliste ne touche cependant que peu les décideurs syndicaux à l'aune d'une situation politique marquée par la quasi disparition du radicalisme - même si René Pleven résiste dans les Côtes du Nord - et la suprématie du gaullisme et du PCF, tous deux extrêmement hostiles à toute initiative régionaliste. Pour le pouvoir central incarné par les préfets, la Bretagne est durablement perçue comme une terre MRP dont l'influence décroît. Le PSU - lui même membre du CELIB - va connaître nombre d'hésitations face à la question identitaire lue comme la question des "minorités nationales", certes le colloque de Saint Brieuc en 1966 semble mettre la question régionale au centre des réflexions du parti, mais l'arrivée d'une nouvelle génération révolutionnaire au lendemain de 1968 va, provisoirement, reléguer à l'arrière-plan les thématiques régionales au profit d'une lecture autogestionnaire⁶. Les autres partis politiques que sont le PCF et la SFIO demeurent encore largement – et durablement – ancrés dans un jacobinisme qui prend en Bretagne une dimension résistancialiste, l'expression culturelle bretonne étant hâtivement assimilée à une pensée d'extrême droite.

Dans ce cadre le conflit des forges d'Hennebont qui débute en 1957 parce qu'il concerne une entreprise de 1350 salariés, parce qu'il semble être l'exemple du désistement d'un ensemble national à l'égard de cette région "malheureuse" va fournir le cadre social d'une relance d'une posture régionaliste incarnée par les notables dans une expression plus proche de l'ancien parlement de Bretagne que de l'affirmation populaire. Les initiatives socio-économiques portées par le CELIB, et formalisées par la constitution de dossiers très complets sur l'aménagement régional, apparaissent cependant largement étrangère à l'élan concomitant des cercles celtiques à l'exemple de la fédération Kendal'ch, lesquels sont attentifs à faire renaître une culture bretonne autour des fêtes traditionnelles. De fait les mobilisations des notables en lien avec les syndicats autour de la défense des forges illustrent dans un premier temps l'amorce d'une solidarité régionale qui se semble se prolonger dans la manifestation de 1965 et plus encore dans celles du 8 mai 1968 et son slogan « l'Ouest veut vivre ». L'identité régionale et sociale s'incarne alors à l'échelle de l'Ouest français et il semblerait totalement incongru de déployer le drapeau breton dans une manifestation syndicale. D'une part par le souvenir encore prégnant de la guerre mais bien plus dans la mesure où ce symbole hautement culturel apparaît à l'époque profondément déconnecté des problématiques économiques et sociales. Il est révélateur qu'à aucun moment les responsables des principaux partis qui se partagent l'électorat conservateur breton – et notamment le MRP - ne prête réellement attention à la problématique régionaliste.

Par sa durée, par sa portée médiatique - en tous cas régionale - le conflit des forges va sensiblement changer la donne. Loin d'en appeler à une autonomie politique, les discours qui vont se succéder vont insister sur le localisme de la contestation dans une logique de classe. Les forgerons sont présentés comme partis-prenant d'un isolat logé au cœur de la vallée du Blavet, une communauté soudée dont le rôle dans le conflit est de servir d'exemple à l'ensemble de la Bretagne et par extension à l'ensemble français. On peine à repérer dans les multiples discours de fin de manifestations⁷ une quelconque allusion à un ensemble

⁶ Tudi Kernallegenn, "le PSU et la question régionale à travers l'exemple de la Bretagne" in Tudi Kernallegenn et alli, *Le PSU vu d'en bas*, PUR, 2009, page 136.

⁷ Gisèle Le Rouzic, *La bataille des forges d'Hennebont*, La Digitale, 1986.

national breton, mais par contre la forme que prends le conflit pousse les acteurs syndicaux comme élus à centrer les revendications sur l'espace régional. Industrie en éternelle attente de modernisation, concurrencée par la sidérurgie de l'Est, les forges d'Hennebont ne pourraient, selon les membres du comité de défense qui organisent la lutte sociale, survivre que par le biais d'une activation d'une demande régionale. De là des revendications de plus en plus étendues en faveur du développement économique de la Bretagne partie prenante de l'issue du conflit et la multiplication des appels en direction des différentes professions que comptent la région. Pour autant tout est à construire et la première grande manifestation de 1962 qui voit les femmes d'ouvriers en appeler à l'exemple de femmes de Decazeville au nom de la défense de l'avenir de leur famille donne lieu à des discours qui en appellent à une spécificité régionale : "nous n'accepterons plus la déportation vers des régions plus favorisées. Nous affirmons notre volonté de défendre notre droit du travail là où nous vivons" (M.Malnoe délégué fédéral FO de la métallurgie de Saint Nazaire). Mais, là encore, l'échelle varie du local au régional sans que cela ne soit clairement énoncé. Il est particulièrement intéressant de relever que les positionnements régionalistes de la part des syndicats s'affirment à partir de 1966⁸ quand l'échec de la lutte est entériné par le livre blanc du gouvernement.

De ce fait les ouvriers hennebontais vont intégrer partiellement cette lecture régionaliste de leur conflit en jouant sur les stigmates attachés à leur origine : isolement, sauvagerie, ignorance pour relancer le combat pour l'emploi. Ainsi se construit un argumentaire fondé sur une culpabilisation identitaire destiné à faire florès mais qui pour l'heure peine à percer au delà du local comme le montre la couverture du conflit par la presse quotidienne. Pourtant la reconnaissance d'une affirmation identitaire s'étend progressivement au fil des années 60 portée par les luttes paysannes et l'ouverture médiatique qui en découle. Les « fellaghas bretons », du titre provocateur d'un magazine, renvoie à une colonisation intérieure, par ailleurs travaillée dans le champ des sciences sociales dans le cadre des grandes enquêtes du CNRS⁹, répondant aux succès des indépendances et les affirmations comme les slogans tendent à porter cette analogie dans une concurrence des victimes où les bretons ont le mauvais rôle. Il n'est pas anodin qu'à côté de proclamation en lien avec la guerre d'Algérie : "C'est un combat que nous menons pour la Bretagne en luttant pour la défense des forges. Nous ne demandons pas de valises mais du travail [...] nous appelons solennellement tous les élus, tous les hommes politiques de notre région à dire s'ils sont contre le désert breton" (André Laurent secrétaire de l'UD CFDT, allocution du 22 mai 1966), d'autres termes sont mis en avant qui renvoient de façon lancinante aux événements de la seconde guerre mondiale, le thème de la "déportation" des bretons – terme fort et assumé comme tel – et préféré à celui d'exode apparaît comme une manière usitée de contester les mesures politiques.

Peut-on cependant faire des ouvriers hennebontais les tenants d'une identité à la fois sociale et ethnique autrement dit sont-ils parvenus à concilier leur identité professionnelle et politique, celle des ouvriers à une identité ethnique, bretonne, celle-ci portant celle-là ? la réalité des faits – portés par les entretiens collectés trente ans après - apparaît très nuancée en lien avec les autres archives consultées. Si toute personnalité se construit sur un emboîtement identitaire, force est de constater que les sidérurgistes hennebontais ne conçoivent la conscience d'une ethnicité que de façon très marginale du fait d'un fort

⁸ Marcel Piriou, *Quai des humbles*, VO édition, 2001

⁹ Par exemple ATP/CNRS : *L'Ouest bouge-t-il ? Un changement social et culturel depuis 30 ans*, Reflets du passé, Nantes, 1983

sentiment d'appartenance à une classe ouvrière et d'une forte sensibilité à l'idéologie communiste. Ainsi les slogans, « Français à part entière », poussés par les ouvriers revendiquent une citoyenneté française comme un droit qui leur serait nié marquant bien une volonté d'appartenance à un ensemble national au détriment de toute autre identité spatialisée. Le rejet ou la minorisation du combat pour la langue bretonne est un autre aspect de cette relative indifférence. Bien plus si l'horizon d'attente des ouvriers s'affranchit du strict plan national, il s'incarne plus volontiers à la fin des années 50 dans un espace européen plutôt que régional. Que ce soit pour s'en louer ou pour la critiquer, l'Europe de la CECA ou du traité de Rome apparaît à plus d'un titre comme un référent voire comme un recours. Les ouvriers des forges ne cessent d'évoquer cette figure supérieure partagés entre opposition au plan Schuman dans la ligne directrice dictée par le parti communiste, reconnaissance des aides apportées par la CECA et l'intériorisation de leur isolement. A cet aune, l'Ouest apparaît bien plus comme une identité par défaut alors que la mystique européenne charriant les fantasmes et les utopies des uns et des autres apparaît riche de potentialités. A ce titre, il est piquant de constater que les nationalistes les plus affirmés ne manquent pas d'évoquer une idée européenne résolument à la mode en développant la dimension fédéraliste¹⁰. Cette captation des courants idéologiques porteurs est une constante des mouvements identitaires bretons qu'ils soient autonomistes ou indépendantistes et la limite principale à leur légitimité sociale.

2. Une identité nourrie par le social : l'impact du Joint Français

« Le Joint Français, ça été formidable comme conflit, c'était symbolique, c'était devenu l'affaire de tous les Bretons, pas les Bretons régionalistes. C'était formidable, c'était parce qu'il y avait des problèmes d'emploi, ça aurait pu se passer dans une autre usine que celle là, c'était un concours de circonstance, c'était une entreprise qui travaillait en Bretagne qui avait de gros problèmes et là, il y a eu une réaction sur la défense de l'emploi avec la solidarité de la Bretagne. Mais extrapoler sur le conflit de la Bretagne...c'était le conflit des gars du Joint Français et PL. qui était délégué syndical à l'époque et qui était permanent à Saint-Brieuc a mené ce conflit comme n'importe quel autre conflit, maintenant il a pris une importance telle...mais il a été mené jusqu'au bout. ¹¹»

Les années 68 vont cependant marquer une profonde remise en cause de ces attendus, la question sociale va s'emparer d'une expression politique de la contestation alors que la revendication identitaire va s'emparer d'une problématique sociale, le lien entre les courants s'ancrant dans la culture. Ce rapprochement n'est possible que dans la mesure où un ennemi commun est désigné : le capitalisme étatique, oppresseur social et culturel, devient l'incarnation de l'anéantissement d'une identité bretonne devenue centrale dans les représentations individuelles. Jusque dans les années 70, le principal obstacle à une jonction des aspirations sociales et identitaires tient à l'incapacité des nationalistes à considérer le groupe cible comme partagé en intérêts antagoniques, autrement dit la notion de luttes des classes leur est étrangère ou du moins elle demeure un obstacle à toute expression identitaire. Témoin cet aveu d'impuissance le positionnement du CELIB arc bouté - jusqu'au Joint Français en tous cas - sur une perception "magique" d'une communauté bretonne enchâssée dans des liens de solidarités nés d'une commune origine ethnique. La désertion

¹⁰ « L'Europe contre la Bretagne », *Sav Breizh*, 1973

¹¹ Entretien Henri Didou, secrétaire départementale CFDT en 1968 du 18 février 1998.

des parlementaires gaullistes en 1962 et le pragmatisme des organisations syndicales utilisant le CELIB comme marqueur régional quand la situation s'y prêtait avant de remettre en cause leur participation quand celui-ci essuie ses premiers échecs (la CFDT quitte l'organisation en 1972) aboutit finalement à l'acte de décès du "régionalisme fonctionnel"¹² par son inventeur même alors qu'un conflit vient rebattre les cartes dans les Côtes du Nord. La confrontation entre identité bretonne et identité sociale trouve en effet son acmé dans l'année 1972 par une succession de conflits d'usines mêlant revendications matérielles et discours identitaire. Au cours de cette année, l'image d'une Bretagne combative - opposée au fatalisme de la période précédente - prend forme scandée par la succession des conflits sociaux comme la grève du lait et l'émeute des petits commerçants à Plonevez du Faou et de conflits d'usines comme Big Dutchman à Saint Carreuc, Kaolins de Ploemeur et Oraly à Guidel. Mais la référence obligée sur la période reste le conflit du Joint Français à Saint-Brieuc d'avril à mai 1972 en ce qu'il semble synthétiser la fusion entre aspirations sociales et identitaires par la densité et l'étendue du soutien et par la multiplicité des discours qui le commentent et le constituent.

Une usine d'OS en marge de la ville, des ouvriers et ouvrières peu payés et contestataires, une direction lointaine et inflexible et puis un vaste mouvement de solidarité d'abord local puis régional autour d'une usine occupée par les forces de l'ordre¹³, un scénario de grève marqué par une nuit blanche de négociation qui donne lieu à la diffusion d'une photographie mythique renforcée par une mobilisation médiatique sans précédent et au final une victoire retentissante qui relance la conflictualité dans la région. Ce conflit devient le symbole en Bretagne de la lutte, mais également le lieu d'une inflation des mots d'ordre régionaliste qui s'intègrent aux discours syndicaux comme de l'extrême gauche qui voit dans cette région excentrée un espace des possibles. En devenant une « grève bretonne » dans l'opinion, le conflit du Joint Français témoigne des évolutions du discours régionaliste qui rencontre un large écho au sein d'une population avide d'autonomie individuelle dans son usine ou dans sa région. Le conflit du Joint Français apparaît donc dans le temps de l'événement comme un conflit d'une modernité confondante et semble illustrer, tant dans son déroulement que dans ses attendus, la quintessence du climat social en Bretagne dans les années 1968. Il est vrai qu'il regroupe en un point précis tous les acteurs de la mouvance sociale et identitaire, lesquels créent des supports de rassemblement - les comités de soutien - permettant la formalisation d'un discours à la fois nationalitaire et social qui prend appui sur les images pour diffuser un répertoire d'idées alors inédit.

Pourtant nombre de conflits bretons ont déjà porté de semblables problématiques : du conflit des forges d'Hennebont ne naît-il pas le CABRO qui, au-delà de son influence relative, marque l'irruption d'une composante culturelle identitaire au sein d'un conflit social, le conflit Le Meliner au début des années 60 n'avait-il pas, bien avant tout le monde, expérimenté l'autogestion par la reprise de la chaîne de cette usine agroalimentaire par les ouvriers ? L'extériorité des centres de décision et la faiblesse des compétences techniques et commerciales présentes en Bretagne n'avaient-ils pas été dénoncés dès 1967 par la l'usine

¹² Michel PHILIPPONNEAU, *Au Joint Français, les ouvriers bretons*, Saint-Brieuc, Presse Universitaire de Bretagne, 1972

¹³ Un conflit densément étudié dans le temps de l'événement par Michel PHILIPPONNEAU, *Au Joint Français, les ouvriers bretons*, Saint-Brieuc, Presse Universitaire de Bretagne, 1972 et Jacques CAPDEVIELLE, Elizabeth DUPOIRIER, Guy LORANT, *La grève du Joint Français. Les incidences politiques d'un conflit social*, Armand Colin, 1975. Ces ouvrages participent à la construction du mythe du joint Français. Ce conflit est plus étroitement étudié dans Vincent Porhel, *Ouvriers breton. Conflits d'usines, conflits identitaires en Bretagne dans les années 1968*, Presses Universitaires de Rennes, 2008.

CSF de Brest en grève ? Pourtant la Bretagne en lutte semble naître à Saint Brieuc en ce mois d'avril 1972 et on ne peut que constater cette rupture de mémoire entre l'année 1966 et l'année 1972. Les acteurs du Joint Français refusent toute allusion au conflit des forges pourtant considéré dans le temps de l'événement, mais également dans les mémoires syndicales, comme un conflit majeur¹⁴ et à cette aune il est tentant de relativiser l'impact du conflit des forges sur l'activation d'une affirmation identitaire et sociale. Mais c'est bien l'irréversibilité de la césure marquée par la contestation de mai-juin 1968 qu'il faut questionner. Celle-ci semble partager deux mondes et deux mémoires, certes la distance géographique tout comme l'origine socioprofessionnelle et la dynamique des générations à l'œuvre expliquent cette distance mémorielle. Pourtant, trente ans après, on distingue bien deux mémoires clairement différenciées, l'une excluant l'autre. Le symbole de cette rupture mémorielle est peut-être à trouver dans ce film improbable que tourne René Vautier, cinéaste engagé, avec les protagonistes du conflit des forges en 1973 alors que LIP inonde la France de ces représentations autogestionnaires. Dans un premier temps, René Vautier regimbe à tourner. Ancré dans les luttes du moment, le cinéaste semble ne voir dans cette demande qu'un anachronisme. La « Transmission d'une expérience ouvrière » - titre final du court métrage - voulue par les sidérurgistes hennebontais et qui vise à prévenir les grévistes de LIP des manœuvres patronales ou étatiques - se présente bien comme un lien intergénérationnel rapprochant, pour les initiateurs du projet, deux situations analogues. Il s'agira plutôt d'une bouteille à la mer, le film ayant disparu à Besançon - ou du moins il est bien arrivé - sans véritable certitude d'avoir été vu. Et pourtant cinq ans seulement séparent ces deux luttes sociales, à l'aune des mutations de la période, cela semble des siècles et la rencontre entre aspiration sociales et identitaires, encore incompréhensible à Hennebont devient évidentes à Saint Brieuc.

La photographie de Jacques Gourmelen, mettant au prise l'ouvrier et le CRS, ne peut qu'interpeller une fois encore¹⁵. Cette photographie cristallise, dans le temps de l'événement, les discours tant identitaire que sociaux dans une coïncidence troublante tant elle semble être "naturellement là". Cette confrontation de deux personnes que tout oppose hormis leur appartenance à la Bretagne et au monde ouvrier intervient pourtant dans un contexte narratif déjà prêt. En avril 1972 l'extrême gauche - et notamment les maoïstes de la Gauche prolétarienne déjà sur place - avait déjà commencé sa mue régionaliste dans une lecture tiers-mondiste des situations régionales autour de la notion déjà travaillée de "colonialisme intérieur", le PSU connaît de son côté au congrès de Lille en juin 1971 un tournant majeur sur la question sous l'instigation de Guy Caro autour des minorités ethniques et sur la reconnaissance d'un droit à l'autonomie voire à l'indépendance. Un questionnement prolongé au congrès de Narbonne en janvier 1972. On reste cependant subjugué par la densité du va et vient entre les discours et les protagonistes de l'image, entre sublimation et cristallisation au sein d'un moment fugace qui demeure résolument hermétique à l'analyse et laisse libre champ à une mémoire héroïque. Plus largement qu'une interprétation sur la manipulation de deux hommes par l'Etat anthropophage en tant que bretons et en tant que prolétaires, ce sont bien les deux facettes d'un même homme qui sont popularisées par les discours et les bras qui s'accrochent où se soutiennent au cœur de cette étreinte fugace semblent valider la réalité d'une improbable rencontre entre l'internationalisme et le régionalisme, entre le politique et le culturel sur l'autel du social.

¹⁴ Marcel Piriou, *Quai des humbles*, VO édition, 2001

¹⁵ « La photographie de l'ouvrier du Joint Français : le prolétaire et son double » in Philippe Artières, Michelle Zancarini-Fournel, *68 une histoire collective (1962-1981)*, Paris, La découverte, 2008

Trente après le dernier protagoniste de cette étreinte singulière a beau rappeler sans cesse la logique amicale d'une telle confrontation, il ne peut pourtant expliquer l'absurde coïncidence de leur rencontre après tant d'années, à cet endroit là, comme si la réalité avait pleinement cédé devant le mythe nécessaire devenu habitude puis vérité.

D'ailleurs la réalité est en marche et les comités de soutien semblent illustrer la nouvelle donne régionaliste fondant discours d'extrême gauche et identitaire dans une unanimité que d'aucuns pourraient trouver suspects. Les problématiques autonomistes semblent s'effacer devant l'urgence d'une fusion des discours d'autant que la presse PSU et notamment *Combat socialiste* relaie la dynamique bretonne révélée par le mouvement de soutien à partir de la manifestation du 18 avril. Cette dynamique est entretenue par les meetings de soutien et les fetz noz mêlant slogans ouvriéristes et musique identitaire. Une lecture du soutien qui confond cependant dans une même acceptation bretons et bretons régionalistes, distinction importante qu'ont oublié certains commentateurs de l'événement et que fait habilement Henri Didou en bon syndicaliste attentif à placer le social avant l'identitaire. Pour ne pas avoir intégré cette réalité, les comités de soutien vont s'engager dans une impasse.

3. Les limites d'une union fugace

Ces comités irriguent les conflits sociaux en Bretagne dans les années 1968. Appuyés souvent sur des structures syndicales qui prêtent leurs locaux, ces comités accueillent nombre de militants d'extrême-gauche attentifs à impulser la solidarité sur le modèle de plus en plus prégnant de la grève du Joint Français. A partir de ce conflit la composante identitaire devient de plus en plus commune révélant les nouvelles attentes à l'œuvre tant du point de vue des individualités que des organisations d'extrême-gauche attentives à intégrer une dimension nationalitaire à leur discours universaliste.

Las ! la réalité du fonctionnement desdits comités valide plus simplement la réalité d'un rapport de force entre syndicats et groupuscules d'extrême gauche. Initialement hostiles à toute expression régionaliste, les syndicats vont se tourner vers cette dimension la plus mobilisatrice et la plus porteuse en termes d'images sans oublier l'impact médiatique qu'elle implique. C'est avec autant de pragmatisme qu'avec le CELIB que les syndicats vont s'emparer de la problématique régionaliste et l'intégrer à leur propre discours. Les interprétations des uns et des autres peuvent varier¹⁶ elles ne peuvent rien contre la tranquille certitude des responsables syndicaux qui trente ans après, renvoient dos à dos militants révolutionnaires et nationalitaires.

A ce titre le conflit de Péder nec fin 1973 apparaît, avec celui d'Oraly à Guidel, comme le marqueur des fractures entre conceptions identitaires du sociale et vécu économique. Conflit mettant aux prises les salariés d'un abattoir de volaille au tout puissant patron Doux, la grève de Péder nec aboutit à la mise sous tutelle des grévistes par un comité de soutien de plus en plus envahissant et travaillé par l'injonction identitaire. Le représentant du comité de Guingamp n'accompagne-t-il pas sa diatribe au fil d'un meeting par une apostrophe en breton censé être parlé quotidiennement par les travailleurs en grève¹⁷ ? une réunion des comités face aux grévistes ne leur reproche-t-il pas de ne pas suffisamment avancer leur

¹⁶ Erwan Vallérie théoricien de Sav Breizh souligne ainsi qu'en 1968 on devenait militant breton par la lecture alors qu'en 1974, on le devenait par l'adhésion à une lutte sociale. Erwan Vallérie, *Nous barbares locaux*, An Hère, 1997.

¹⁷ « Intervention du comité de soutien de Guingamp au meeting intersyndical du 26 janvier », Archives UD-CFDT des Côtes-d'Armor.

identité bretonne seule creuset de la victoire depuis le Joint Français¹⁸ ? Pour les grévistes en lutte cette apparente liaison entre deux expressions politiques reliées à l'horizon révolutionnaire ne modifie en rien leur lecture du concret : combien d'augmentation ? et les primes ? Comment manger ? La faible place accordée aux femmes dans l'expression tant nationalitaire que révolutionnaire laisse sur le chemin nombre de bonnes volontés. Si le Joint Français a pu se payer de symbole au travers du gwen ha du grâce au soutien, les grévistes de Péder nec ne peuvent que constater les limites d'une mobilisation culturelle dans le champ social. L'échec final de la grève renvoie finalement les grévistes à leurs conditions et les comités à leurs interrogations¹⁹.

Les années suivantes marquent bien la relativité de cette union. Si Big Dutchman, Saint Carreuc sont des conflits qui mettent en œuvre ces discours confondant social et identité, c'est bien dans le cadre de modes d'action éprouvés depuis le Joint Français. L'échec de la grève de Péder nec illustre l'impasse d'un discours tant gauchiste qu'identitaire dès lors que l'ennemi échappe à la catégorisation univoque du dirigeant d'entreprises nationales. Les attaques contre les travailleurs immigrés de la part des comités de soutien coupables de casser le blocage de la filière en ne se mettant pas en grève interpellent tant dans le fond que dans la forme. Témoignage du relativisme des position syndicales à l'égard des problématiques identitaires l'intervention d'Edmond maire au congrès de l'UDCFDT de Morlaix en 1973 évoquant la richesse du fond culturel des travailleurs bretons alors même que les dirigeants régionaux – tirant le bilan de l'échec de Péder nec - ont sonné le glas des mobilisations régionales. Le contexte de crise raidit les antagonismes sociaux alors même que les militants des comités de soutien s'ancrent de plus en plus dans une posture culturelle au détriment du social. La défense de la langue bretonne devient un vecteur de mobilisation privilégiée quand, dans un mouvement inverse - les ouvriers retournent à leur répugnance à l'égard des inorganisés.

A l'aune de son statut groupusculaire, le FLB peut être lu comme un révélateur d'une frange la plus décidée dans le combat identitaire et politique. En 1978 les avocats plaident dans le procès des militants du Front de Libération de la Bretagne ne peuvent que constater le délitement de la solidarité à l'égard des militants emprisonnés qui contraste avec la mobilisation de 1972. Or cet affaiblissement de la solidarité à l'égard de militants identitaires extrémistes est révélatrices des limites d'une union identitaire et sociale. Passé l'euphorie des années de lutte, le mouvement breton semble renouer sans complexe avec ses amours passés et s'ancre dans une perception nationaliste et culturelle de la revendication identitaire rejetant à distance les soutiens militants issus du monde syndical. Dans un autre champ, les luttes environnementalistes qui se multiplient en Bretagne autour du nucléaire ou de la pollution autorisent l'affirmation d'une posture identitaire déconnectée du social dans une patrimonialisation du politique qui rencontre certes des adeptes séduits par le retour aux sources mais qui peine à se confronter au social. A ce titre, les argumentations écologiques surprennent les militants d'usines réunis au sein des comités de lutte antinucléaire par leurs approches superficielles de l'économie et du social.

Le syndicalisme revenu à son pragmatisme a clairement sonné la fin de la partie, l'identitaire et le politique doivent maintenant rejoindre les rangs qu'un parti socialiste en pleine construction est tout disposé à ordonner. Le régionalisme et l'aspiration identitaire sont partie prenante d'un nouveaux discours militant réunissant conditions de travail, niveau de

¹⁸ *Libération* du 6 février 1974.

¹⁹ « Bilan du comité de soutien aux travailleurs de Péder nec », comité de soutien de Guingamp, non daté, 5 pages dactylographiées, archives ULCFDT Quimper.

salaire et identité régionale autour de la notion de qualité de la vie développé par la CFDT dans son congrès de Nantes de 1973 initiant la lente disparition du tryptique "travailleurs, action, CFDT" au profit de "CFDT, droit, travail" dans le champ lexical de la confédération²⁰. Pour autant la fin des grandes revendications sociales sonnent ils également le glas d'un combat identitaire et social ? la réponse semble être positive dans la mesure où les différentes actions entreprises se meuvent au niveau du culturel et notamment de la défense de la langue. L'incapacité des mots d'ordre socialiste et régionaliste à percer électoralement que ce soit au niveau de l'UDB ou du PSU, l'affaiblissement évident du soutien aux militants du FLB démontre s'il en était besoin l'étiollement d'une posture idéologique confrontée à nouveau à sa grande difficulté à penser le social.

Conclusion :

Alors que le régionalisme identitaire ambitionnait de déconstruire le marxisme en le territorialisant ce qu'il semble parvenir à faire à partir de 1972, il subit les contre coups de la remise en cause de cette idéologie par les néo modernistes et la généralisation d'une lecture essentiellement culturelle de l'identité régionale. L'affaiblissement des luttes ouvrières liées à l'émergence de la crise économique à partir de 1974 renforce cette tendance à la séparation des deux discours. Dans la lignée des luttes environnementalistes, l'écologie politique s'est proposée pour un accompagnement social du politique comme du culturel avec des limites non encore surmontées. Des liens entre discours identitaires et combat social en Bretagne dans les années 1968 ne restent finalement dans les mémoires que l'étreinte fugace de l'ouvrier et du CRS.

²⁰ Josette Lefèvre "CFDT 1973-1992 : l'éclatement d'un champ lexical" In *Mots*, septembre 1993, N°36. "Un demi-siècle de vocabulaire syndical".